

Les prestations légales en Île-de-France sur l'année 2016

N°44-juillet 2017

BULLETIN D'INFORMATION DES CAF EN ÎLE-DE-FRANCE

Les prestations légales versées au titre de décembre 2016, en tant que vecteur important de réduction des inégalités, ont aidé plus de 2 millions de foyers allocataires franciliens couvrant près de 6 millions de personnes, dont 2,7 millions de jeunes de moins de 25 ans. La moitié des foyers allocataires franciliens (1 111 613) ne perçoit que des prestations sous condition de ressources. Un peu plus d'un foyer allocataire sur cinq (460 315) perçoit exclusivement des prestations sans condition de ressources, et près de 28 % (613 045) perçoit à la fois des prestations avec et sans condition de ressources. En Île-de-France, sur l'ensemble de l'année 2016, la masse financière la plus importante consacrée au versement des prestations légales concerne les aides au logement (3,2 milliards d'euros).

À la fin de l'année 2016, 2 184 973 foyers allocataires franciliens ont perçu au moins une prestation légale couvrant 5 946 542 personnes en prenant en compte les allocataires, conjoints, enfants de moins de 25 ans et personnes à charge, soit 49,4 % de la population francilienne (cf. tableau 1). C'est en Seine-Saint-Denis que le taux de cou-

des personnes seules sans enfant à charge et 16,3 % des familles monoparentales. La proportion de personnes seules (sans enfant) est de 53,7 % à Paris soit 22 points de plus qu'en grande couronne (31,7 %). Par ailleurs, les familles nombreuses (3 enfants ou plus) représentent 15,7 % des foyers allocataires franciliens

Tableau 1 : Part des personnes couvertes par au moins une prestation légale au titre de décembre 2016

| | Population Insee | Population Insee 0-24 ans | Foyers allocataires | Personnes couvertes par la Caf | 0-24 ans couverts par la Caf | Part des personnes couvertes (%) | Part des enfants couverts (%) |
|----------------------|-------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| Paris | 2 220 445 | 622 976 | 411 189 | 882 698 | 336 324 | 39,8 | 54,0 |
| Hauts-de-Seine | 1 597 770 | 504 736 | 268 911 | 740 184 | 338 552 | 46,3 | 67,1 |
| Seine-Saint-Denis | 1 571 028 | 561 861 | 349 449 | 946 037 | 438 477 | 60,2 | 78,0 |
| Val-de-Marne | 1 365 039 | 444 026 | 250 357 | 675 102 | 308 989 | 49,5 | 69,6 |
| Seine-et-Marne | 1 377 846 | 469 882 | 237 304 | 704 706 | 339 669 | 51,1 | 72,3 |
| Yvelines | 1 421 670 | 465 956 | 226 900 | 692 551 | 337 470 | 48,7 | 72,4 |
| Essonne | 1 268 228 | 428 593 | 218 896 | 645 926 | 311 075 | 50,9 | 72,6 |
| Val-d'Oise | 1 205 539 | 422 909 | 221 967 | 659 338 | 319 568 | 54,7 | 75,6 |
| Île-de-France | 12 027 565 | 3 920 939 | 2 184 973 | 5 946 542 | 2 730 124 | 49,4 | 69,6 |

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016 et Insee, recensement de la population en 2013.
Champ : 5 946 542 personnes couvertes par les Caf d'Île-de-France.
Lecture : En décembre 2016, 49,4 % des franciliens sont couverts par au moins une prestation versée par les Caf.

verture est le plus élevé (60,2 %), suivi par le Val-d'Oise (54,7 %) et la Seine-et-Marne (51,1 %). Paris se singularise avec moins de 40 % de sa population couverte (39,8 %) mais un nombre de personnes couvertes élevé (882 698), juste derrière la Seine-Saint-Denis (946 037).

Près de sept enfants sur dix de moins de 25 ans (1) (69,6 %) sont couverts par une prestation légale. Cette proportion atteint jusqu'à 78,0 % en Seine-Saint-Denis, soit 1,4 fois plus qu'à Paris (54,0 %). Plus de la moitié des foyers allocataires (48,4 %) sont des couples (dont plus de six sur dix avec au moins deux enfants), environ un tiers (35,3 %)

(environ 19 % dans les Yvelines et le Val-d'Oise, contre 9,4 % à Paris).

■ Les foyers allocataires bénéficiaires de prestations légales

Un peu plus d'un million de foyers allocataires bénéficient d'une aide au logement en Île-de-France (cf. tableau 2) concernant ainsi 2 298 122 personnes (dont 966 474 enfants de moins de 21 ans). Au total, c'est près d'un allocataire sur deux qui perçoit cette prestation (46,2 %), et près d'un allocataire sur quatre (24,7 %) pour la seule Aide personnalisée au logement (Apl).

(1) Les enfants sont considérés à charge jusqu'à leurs 20 ans au sens des prestations familiales, et jusqu'à 21 ans ou 25 ans au sens de la législation familiale. À partir de 20 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, ils demeurent à charge, au sens des prestations logement et du Complément familial et jusqu'à l'âge de 25 ans au sens du Revenu de solidarité active.

Dans les Yvelines, ce taux ne dépasse pas 37 % alors qu'il est de 56,0 % à Paris, soit 10 points de plus que la moyenne régionale. À noter qu'à compter du 1er juillet 2016 le loyer, la composition familiale et la zone géographique de l'allocataire ont un impact sur le niveau des aides, instaurant ainsi une dégressivité à partir d'un certain seuil pouvant aller jusqu'à l'annulation de la prestation. Cette nouvelle mesure, censée privilégier la cohérence des aides au logement ne concerne pas les bénéficiaires de l'Aah ainsi que certains types de logement (2).

Les différentes prestations relatives à l'enfance et à la jeunesse concernent principalement la petite et la grande couronne où la proportion de familles avec enfants est plus grande qu'à Paris.

Plus de 943 000 allocataires ont perçu les **Allocations familiales** (Af) au titre de décembre 2016, soit 43,2 % des foyers allocataires franciliens, tandis que le nombre d'enfants à charge concernés par les Af dépasse légèrement les 2,3 millions d'individus. Cette proportion d'allocataires bénéficiaires des Af est aux alentours de 50 % dans la grande couronne, entre 40 % et 45 % dans la petite couronne alors qu'à Paris, elle est en-dessous de 28 %.

En dehors des Allocations familiales, plusieurs autres prestations familiales couvrent une partie des dépenses d'entretien des enfants. Elles sont davantage ciblées, prenant en compte des coûts spécifiques, comme par exemple ceux liés à la présence de jeunes enfants ou visant des familles aux revenus plus modestes.

L'**Allocation de rentrée scolaire** (Ars) a été attribuée à un peu plus de 503 000 allocataires, soit 23,1 % de l'ensemble des foyers allocataires, couvrant 865 151 enfants âgés de 6 à 18 ans. La proportion de foyers allocataires bénéficiaires de cette prestation passe la barre des 30 % en Seine-Saint-Denis mais est de 10 points inférieure à la moyenne régionale à Paris (13,7 %).

La **Prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) concerne 405 903 foyers franciliens soit près de deux foyers allocataires sur dix (18,6 %), couvrant 586 572 enfants de moins de 6 ans. Si cette proportion fluctue entre 19 % et 22 % en petite et en grande couronne, seulement 12 % des foyers allocataires parisiens bénéficient de cette prestation. La Paje comprend cinq prestations parmi lesquelles la prime à la naissance et l'allocation de base (Ab) sont des prestations délivrées sous condition de ressources. Tandis que le Complément de libre choix du mode de garde (Cmg), le Complément de libre choix d'activité (Clca), le Complément optionnel de libre choix d'activité (Colca) ainsi que la Prime partagée d'éducation de l'enfant (PreParE(3)) sont des prestations ouvertes à l'ensemble des familles, indépendamment des revenus.

À noter que les montants du Cmg et de l'Ab sont modulés selon les revenus des parents. L'allocation de base concerne 326 542 foyers, soit 14,9 % de l'ensemble des foyers allocataires. Elle s'étage de 7,6 % à Paris à 18,9 % dans le Val-d'Oise. Le nombre de foyers bénéficiaires du Cmg s'élève à 120 321 soit 5,5 % des foyers allocataires franciliens ; cette proportion varie de 2,7 % en Seine-Saint-Denis à 7,6 % en Seine-et-Marne. Par ailleurs, 23 864 foyers franciliens perçoivent le Clca et 45 740 la PreParE.

Outre ces prestations familiales, des prestations de solidarité sont aussi versées à 760 675 allocataires franciliens de la Caf. À noter que le volet activité du **Revenu de solidarité active** (Rsa) a été remplacé par la prime d'activité depuis le 1er janvier 2016. Ainsi près de 321 302 foyers franciliens perçoivent la composante socle du **Revenu de solidarité active** (Rsa) en Île-de-France, soit 14,7 % des foyers allocataires franciliens. Cette prestation couvre 618 434 personnes sur toute l'Île-de-France. Parmi les foyers allocataires de la Seine-Saint-Denis, 23,3 % reçoivent le Rsa, soit près de 9 points de plus que la moyenne régionale (14,7 %). Les habitants de Seine-Saint-Denis sont parmi les moins aisés de France, et la concentration de populations très pauvres y est plus forte qu'ailleurs, continuant de creuser les écarts entre les Séquano-Dyonisiens et les habitants des départements franciliens les plus riches (Paris, Yvelines, Hauts-de-Seine)(4).

Par ailleurs, l'Île-de-France compte 138 511 bénéficiaires de l'**Allocation aux adultes handicapés** (Aah), vivant dans 136 423 foyers. Introduite en 2016, la **Prime d'activité** remplace le volet activité du Rsa ainsi que la prime pour l'emploi afin de fournir un complément de revenu destiné aux personnes ayant des revenus faibles. Cette prime d'activité concerne ainsi 356 999 allocataires.

■ Les différentes combinaisons possibles de prestations

Les allocataires de la Caf ont des profils différents et sont soutenus dans différents aspects de leur vie. Quatre types de prestations peuvent être dégagés ; les prestations de la Paje liées aux premières années de vie de l'enfant, les prestations de soutien à l'éducation de l'enfant, celles liées au logement et enfin celles de solidarité (Rsa, Aah et prime d'activité).

Environ le quart (24,2 %) des allocataires ont uniquement des allocations de soutien à l'éducation de l'enfant, sans aucun autre type de prestation, tandis que 4,7 % des allocataires n'ont qu'une ou plusieurs des prestations de la Paje (cf. [tableau 3](#)). Ainsi, au total, 28,9 % des allocataires de la Caf ont uniquement des prestations liées à l'enfance. Concernant le logement, 19,1 % des allocataires n'ont que des aides au logement, soit près d'un allocataire sur cinq. Viennent ensuite les allocataires n'ayant que des prestations de solidarité, soit 14,9 % des allocataires.

(2) Logement foyer, foyer personnes âgées/personnes invalides, maison de retraite, centre de long séjour, foyer jeunes travailleurs et résidence sociale.

(3) La PreParE remplace le Clca et le Colca pour tout enfant né ou adopté depuis le 1er janvier 2015. Les conditions d'attribution et les montants restent les mêmes. Seule la durée de versement peut être différente, l'apport principal de la PreParE étant de permettre aux deux parents de partager la garde de l'enfant, soit 24 mois par parent dans la limite des 3 ans de l'enfant.

(4) J.Labrador, « Une forte hétérogénéité des revenus en Ile-de-France », *Regards sur... La pauvreté en Île-de-France*, Insee Ile-de-France/Ctrad, décembre 2013.

Tableau 2 : Foyers bénéficiaires de prestations légales en Île-de-France au titre de décembre 2016

| | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Île-de-France |
|--|----------------|----------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Nombre d'allocataires franciliens, bénéficiaires de prestations * : | 411 189 | 268 911 | 349 449 | 250 357 | 237 304 | 226 900 | 218 896 | 221 967 | 2 184 973 |
| Sans condition de ressources | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (Asf) | 17 315 | 13 473 | 24 210 | 14 875 | 13 799 | 11 192 | 12 293 | 14 420 | 121 577 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) | 8 250 | 4 220 | 6 242 | 5 756 | 6 284 | 6 290 | 5 580 | 4 720 | 47 342 |
| Allocation journalière de présence parentale (Ajpp) | 22 | 86 | 170 | 56 | 151 | 113 | 81 | 97 | 776 |
| Complément de libre choix d'activité (Clca+Colca) | 1 853 | 2 701 | 3 384 | 2 672 | 3 571 | 3 463 | 3 074 | 3 146 | 23 864 |
| Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) | 4 045 | 5 217 | 6 698 | 4 639 | 6 792 | 6 487 | 5 664 | 6 198 | 45 740 |
| avec modulation selon le niveau de ressources | | | | | | | | | |
| Complément de libre choix du mode de garde (Cmg) | 20 184 | 19 888 | 9 574 | 11 442 | 17 946 | 15 685 | 13 605 | 11 997 | 120 321 |
| Allocations familiales (Af) | 114 834 | 121 610 | 139 659 | 106 042 | 120 580 | 121 623 | 109 944 | 109 101 | 943 393 |
| Sous condition de ressources | | | | | | | | | |
| Prime naissance/adoption | 884 | 960 | 1 748 | 952 | 1 082 | 966 | 1 038 | 1 141 | 8 771 |
| Allocation de rentrée scolaire (Ars) | 56 160 | 50 348 | 106 327 | 60 733 | 62 764 | 49 125 | 55 249 | 62 979 | 503 685 |
| Aides au logement : | 230 096 | 114 718 | 186 954 | 118 020 | 91 132 | 82 593 | 89 484 | 95 442 | 1 008 439 |
| Aide personnalisée au logement (Apl) | 81 976 | 60 779 | 112 533 | 66 072 | 54 522 | 50 483 | 53 918 | 58 737 | 539 020 |
| Allocation de logement à caractère social (Als) | 130 173 | 39 273 | 33 888 | 30 854 | 17 409 | 18 638 | 18 267 | 15 635 | 304 137 |
| Allocation de logement à caractère familial (Alf) | 17 947 | 14 666 | 40 533 | 21 094 | 19 201 | 13 472 | 17 299 | 21 070 | 165 282 |
| Prime d'activité | 59 826 | 37 052 | 67 043 | 40 867 | 42 706 | 34 794 | 36 106 | 38 605 | 356 999 |
| Revenu de solidarité active (Rsa) | 63 280 | 29 745 | 81 324 | 39 537 | 28 277 | 21 413 | 25 598 | 32 128 | 321 302 |
| Allocation aux adultes handicapés (Aah) | 27 371 | 17 289 | 23 998 | 16 037 | 15 470 | 12 606 | 13 699 | 12 041 | 138 511 |
| Complément de ressources Aah | 7 007 | 3 618 | 5 505 | 3 636 | 3 660 | 1 815 | 2 634 | 2 917 | 30 792 |
| avec modulation selon le niveau de ressources | | | | | | | | | |
| Allocation de base (Ab) | 31 128 | 33 431 | 62 737 | 38 968 | 42 714 | 35 654 | 39 874 | 42 036 | 326 542 |
| Complément familial (Cf) | 15 269 | 14 754 | 35 657 | 18 634 | 21 867 | 16 741 | 18 727 | 22 321 | 163 970 |

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016.

Lecture : En décembre 2016, 321 302 foyers allocataires franciliens perçoivent le revenu de solidarité active.

* Cette ligne n'est pas la somme des lignes suivantes.

Tableau 3 : Nombre de foyers allocataires bénéficiaires par type de prestations légales* avec ou sans combinaison au titre de décembre 2016

| | Nombre d'allocataires | Ratio |
|--|-----------------------|--------------|
| Enfance seule | 529 584 | 24,2 |
| Logement seul | 417 515 | 19,1 |
| Solidarité seule | 326 469 | 14,9 |
| Logement + Solidarité | 186 603 | 8,5 |
| Logement + Enfance | 153 347 | 7,0 |
| Paje + Enfance | 142 739 | 6,5 |
| Enfance + Logement + Solidarité | 119 754 | 5,5 |
| Paje seule | 102 193 | 4,7 |
| Paje + Enfance + Logement | 61 765 | 2,8 |
| Enfance + Solidarité | 45 716 | 2,1 |
| Paje + Enfance + Logement + Solidarité | 39 281 | 1,8 |
| Paje + Logement | 17 073 | 0,8 |
| Paje + Enfance + Solidarité | 16 659 | 0,8 |
| Paje + Logement + Solidarité | 13 101 | 0,6 |
| Paje + Solidarité | 13 092 | 0,6 |
| Autres (ADI, AMI, CDI...) | 82 | - |
| Total | 2 184 973 | 100,0 |

*Paje : Prime naissance/adoption + Ab + Cmg + PreParE + Clca

Enfance : Ajpp + Aeeh + Asf + Ars + Af + Cf

Logement : Apl + Als + Alf

Solidarité : Rsa + Aah + Prime d'activité

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016.

Lecture : En décembre 2016, 24,2 % des foyers allocataires franciliens perçoivent uniquement des prestations liées à l'éducation de l'enfant (Ajpp + Aeeh + Asf + Ars + Af + Cf)

Ainsi au total 62,9 % des allocataires ne sont en relation avec la Caf que pour un de ces quatre aspects de la vie.

D'autres combinaisons existent, avec notamment 8,5 % des allocataires qui cumulent des allocations de logement et de solidarité ou bien 7,0 % des allocataires qui cumulent des allocations de logement et de soutien à la parentalité. Il est intéressant de souligner que relativement peu d'allocataires cumulent les trois ou quatre grands types de prestations, soit au total 11,5 %, laissant entrevoir une certaine segmentation des profils allocataires.

Au total, ce sont 405 903 allocataires qui bénéficient d'une allocation Paje (soit 18,6 % des allocataires de la Caf), 1 108 845 qui bénéficient d'une allocation liée à l'enfance (50,7 %), 1 008 439 qui bénéficient d'une allocation logement (46,2 %) et 760 675 qui bénéficient d'une allocation de solidarité (34,8 %).

■ Les aides au logement et les Allocations familiales représentent les masses financières versées les plus importantes

En 2016, près de 3,2 milliards d'euros sont versés aux foyers allocataires franciliens au titre des aides au logement, ce qui représente la masse financière la plus importante sur la région (cf. tableau 4). Au deuxième rang figurent les Allocations familiales dont la masse représente près de 2,4 milliards d'euros.

Viennent ensuite par ordre décroissant les montants attribués au Rsa (1,9 milliards d'euros) (5), à

(5) Le Rsa a été revalorisé de 0,1 % au 1er avril 2016 et de 2 % au 1er septembre 2016.

Tableau 4 : Montants financiers des prestations versées en Île-de-France sur l'année 2016 (en milliers d'euros)

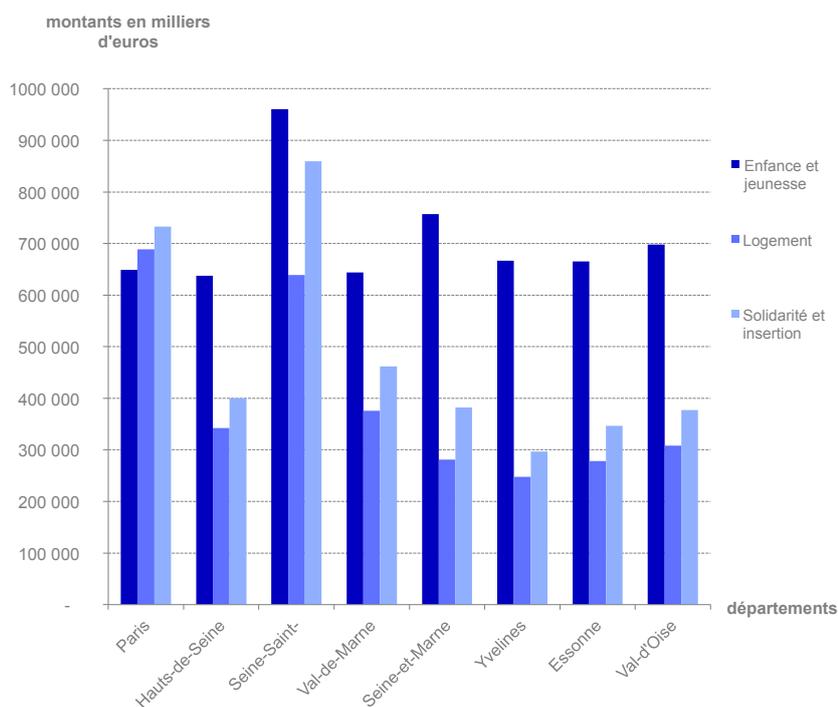
| | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Île-de-France | Rang* |
|---|---------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|-------|
| Sans condition de ressources | | | | | | | | | | |
| Allocation de soutien familial (Asf) | 32 649 | 26 644 | 50 289 | 30 295 | 28 990 | 22 501 | 24 628 | 30 156 | 246 152 | 11 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeéh) | 47 859 | 17 333 | 29 936 | 24 708 | 23 271 | 22 000 | 19 631 | 19 614 | 204 352 | 12 |
| Allocation journalière de présence parentale (Ajpp) | 984 | 1 503 | 2 552 | 1 783 | 2 271 | 1 846 | 1 507 | 1 040 | 13 486 | 15 |
| Complément de libre choix d'activité (Clca + PreParE) | 26 028 | 34 025 | 44 536 | 32 660 | 40 623 | 41 119 | 35 272 | 38 427 | 292 690 | 10 |
| avec modulation selon le niveau de ressources | | | | | | | | | | |
| Complément de libre choix du mode de garde (Cmg) | 134 314 | 151 776 | 88 029 | 102 932 | 149 890 | 130 718 | 121 089 | 105 957 | 984 705 | 5 |
| Allocations familiales (Af) | 250 376 | 253 519 | 420 470 | 266 362 | 312 107 | 287 498 | 280 989 | 299 683 | 2 371 004 | 2 |
| Sous condition de ressources | | | | | | | | | | |
| Prime naissance/adoption | 12 447 | 12 591 | 23 263 | 13 803 | 14 758 | 12 737 | 14 001 | 14 751 | 118 351 | 13 |
| Allocation de rentrée scolaire (Ars) | 36 836 | 32 381 | 72 787 | 40 214 | 41 982 | 33 038 | 37 101 | 43 061 | 337 400 | 9 |
| Aides au logement : | 688 786 | 342 650 | 638 903 | 375 652 | 281 271 | 247 524 | 278 354 | 307 939 | 3 161 079 | 1 |
| Aide personnalisée au logement (Apl) | 263 067 | 182 670 | 371 759 | 207 881 | 173 000 | 154 264 | 168 091 | 187 907 | 1 708 639 | |
| Allocation de logement à caractère social (Als) | 348 439 | 102 460 | 95 600 | 84 009 | 42 455 | 45 460 | 45 462 | 38 966 | 802 851 | |
| Allocation de logement à caractère familial (Alf) | 77 280 | 57 520 | 171 544 | 83 762 | 65 816 | 47 800 | 64 801 | 81 066 | 649 589 | |
| Prime d'activité | 113 863 | 72 743 | 142 516 | 80 064 | 78 069 | 62 022 | 68 386 | 75 052 | 692 715 | 7 |
| Revenu de solidarité active (Rsa) | 370 447 | 174 595 | 491 230 | 240 531 | 173 548 | 128 262 | 152 424 | 196 301 | 1 927 338 | 3 |
| Allocation aux adultes handicapés (Aah) | 238 050 | 146 897 | 216 705 | 135 890 | 124 492 | 103 515 | 120 952 | 101 847 | 1 188 348 | 4 |
| Complément de ressources Aah | 10 491 | 5 956 | 8 751 | 5 580 | 5 902 | 2 998 | 4 459 | 4 019 | 48 156 | 14 |
| avec modulation selon le niveau de ressources | | | | | | | | | | |
| Allocation de base (Ab) | 70 755 | 74 111 | 143 743 | 87 854 | 94 341 | 78 102 | 88 769 | 93 866 | 731 541 | 6 |
| Complément familial (Cf) | 36 669 | 33 843 | 84 503 | 43 320 | 48 975 | 37 182 | 42 348 | 51 224 | 378 064 | 8 |

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, 2016.

Lecture : En 2016, plus de 3 milliards d'euros sont délivrés aux foyers allocataires franciliens pour les aides au logement.

* Classement des montants financiers versés par prestation, par ordre décroissant.

Graphique : Montants financiers par type de prestations versées* par département sur l'année 2016 (en milliers d'euros)



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, 2016.

* Enfance et jeunesse : Asf, Aeéh, Ajpp, Clca, PreParE, Cmg, Af, Prime naissance, Ars, Ab, Cf / Logement : Apl, Als, Alf / Solidarité et insertion : Prime d'activité, Rsa, Aah, Complément Aah.

l'Aah (1,2 milliards d'euros) (6), au Complément de libre choix du mode de garde (985 millions d'euros), à l'Allocation de base (732 millions d'euros), à la prime d'activité (693 millions d'euros)...

Les dernières places étant occupées par la prime à la naissance (118 millions d'euros), le complément de ressources Aah (48 millions d'euros) et l'Allocation journalière de présence parentale (13,5 millions d'euros).

La comparaison interdépartementale (cf. graphique) montre que Paris et la Seine-Saint-Denis perçoivent des montants financiers de prestations de logement (Apl, Als, Alf) ainsi que de complément de revenus (Rsa, Aah, complément Aah et Prime d'activité) supérieurs au reste de l'Île-de-France, mais pour des raisons différentes. En effet, ces montants élevés s'expliquent pour le cas de Paris par une population bien plus nombreuse que les autres départements et donc mécaniquement avec plus de bénéficiaires, tandis qu'en Seine-Saint-Denis, malgré une population similaire aux autres départements, la concentration de pauvreté est bien plus élevée et implique donc plus de prestations sous conditions de ressources que sont les aides au logement, le Rsa, l'Aah ou la prime d'activité. Concernant les prestations relatives à l'enfance et à la jeunesse (Af, Cf, Ajpp, Ars etc.), les départements sont répartis de façon plus homogène, avec cependant toujours la Seine-Saint-Denis qui se démarque avec des montants largement supérieurs.

■ Près de 8 foyers allocataires sur dix perçoivent au moins une prestation soumise à condition de ressources

Certaines prestations sont versées sous condition de ressources et d'autres sans, avec dans les deux cas, des montants de prestation qui peuvent être modulés ou non selon des plafonds de revenus déterminés (cf. tableau 5).

Ainsi, la moitié des foyers allocataires franciliens (1 111 613) ne perçoivent que des prestations sous

condition de ressources : aides au logement, Allocation de rentrée de scolaire (Ars), Revenu de solidarité active (Rsa), Allocation aux adultes handicapés (Aah)...

Environ un foyer allocataire francilien sur cinq (460 315) perçoit exclusivement des prestations sans condition de ressources : Allocations familiales (Af), Allocation de soutien familial (Asf), Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)... Enfin, près de 30 % des foyers (613 045) perçoivent à la fois des prestations avec et sans condition de ressources. Ce groupe perçoit des combinaisons de prestations très diverses parmi lesquelles figurent les Allocations familiales (Af) dans la quasi-totalité des cas.

Les récentes modifications législatives concernant la modulation des Af, de l'Ab et du Cf (cf. encadré) ont significativement changé la structure des aides versées. Étant donné le nombre important de foyers bénéficiaires de ces trois prestations, dorénavant un peu plus d'un foyer sur deux (50,2 %) a au moins une prestation soumise à modulation, contre 6 % en 2012 (7). Par ailleurs, la modulation touche désormais certaines prestations sous condition de ressources, alors que ce n'était pas le cas avant 2014.

Encadré

Modifications législatives concernant la modulation

en 2014

Réduction de 50 % du montant de l'allocation de base pour les familles dont les ressources sont supérieures à un nouveau seuil
Le montant du Complément Familial est majoré pour les familles dont les ressources sont inférieures à un nouveau plafond

en 2015

Au 1er juillet, modulation du montant des Allocations familiales en fonction des ressources des bénéficiaires

Tableau 5 : Répartition des allocataires selon les modalités de versement des prestations légales au titre de décembre 2016

| | Modulé | Non modulé | Nombre d'allocataires | Répartition du nombre de foyers allocataires selon le critère de condition de ressources (%) |
|---|-----------|------------|-----------------------|--|
| Sous condition de ressources exclusivement | 89 283 | 1 022 330 | 1 111 613 | 50,9 |
| Sous et sans condition de ressources | 566 688 | 46 357 | 613 045 | 28,1 |
| Sans condition de ressources exclusivement | 440 845 | 19 470 | 460 315 | 21,1 |
| Nombre d'allocataires | 1 096 816 | 1 088 157 | 2 184 973 | 100,0 |
| Répartition du nombre de foyers allocataires selon la modulation ou non de leurs ressources (%) | 50,2 | 49,8 | 100,0 | |

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016.

Lecture : En décembre 2016, 460 315 foyers allocataires franciliens perçoivent uniquement des prestations sans condition de ressources, dont 440 845 ont au moins une prestation avec modulation et 19 470 n'en ont pas.

(6) L'Aah a été revalorisée de 0,1 % au 1er avril 2016.

(7) D. Guérin, E. Pascal-Depecker, « Les prestations légales en Île-de-France au 31 décembre 2012 », *Bulletin d'information des Caf en Île-de-France*, n°16, février 2014.

Si on s'intéresse à la répartition des bénéficiaires des allocations familiales (cf. [tableau 6](#)), la majorité (77,3 %) se trouve dans la première tranche de revenus, percevant ainsi la totalité de la prestation, 9,9 % sont dans la deuxième tranche et perçoivent la moitié du montant total des Af et enfin 12,8 % sont dans la troisième tranche, percevant le quart du montant maximum des Af.

La répartition du nombre de foyers allocataires en fonction des modalités de versement des prestations légales varie selon les départements (cf. [tableau 7](#)) ; elle reflète ainsi le profil sociodémographique des habitants d'Île-de-France.

À Paris, 66,9 % des allocataires perçoivent des prestations sous condition de ressources exclusivement, soit 16 points de plus que la moyenne francilienne (8). À l'inverse, dans les Yvelines, cette proportion est la moins élevée (40,2 %) alors qu'elle a la plus importante part de foyers percevant des prestations sans condition de ressources exclusivement (31,4 %). En Seine-Saint-Denis, cette dernière proportion n'est que de 10,1 % alors qu'elle est de plus d'un tiers (35,0 %) pour les foyers percevant à la fois des prestations avec et sans condition de ressources.

Tableau 6 : Répartition du nombre de bénéficiaires des Allocations familiales au titre de décembre 2016*

| | Revenus | | |
|--------------------------------|----------------|---------------|----------------|
| | 1ère tranche | 2ème tranche | 3ème tranche |
| 2 enfants | 452 048 | 73 889 | 86 590 |
| 3 enfants et plus | 269 183 | 18 464 | 32 715 |
| Nombre de bénéficiaires | 721 231 | 92 353 | 119 305 |
| Répartition par tranche (%) | 77,3 | 9,9 | 12,8 |

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016.

Lecture : En décembre 2016, 721 231 foyers allocataires franciliens ont des revenus situés dans la première tranche de modulation des Af et perçoivent donc la totalité des Af versables.

* N'ont été comptabilisés que les allocataires des Af pour lesquels l'on disposait de données sur les revenus.

Pour conclure, selon une étude de l'Insee (9) s'intéressant aux réformes des prestations et prélèvements intervenues en 2015 sur les inégalités de niveau de vie, il apparaît que la réforme des prestations a contribué à la baisse des inégalités à hauteur de 72 % tandis que la réforme des prélèvements y a contribué à hauteur de 28 %. Deux mesures particulièrement réductrices d'inégalités ont été la modulation des allocations familiales, ayant contribué à 30 % de la réduction totale des inégalités ainsi que la revalorisation du Rsa, qui a contribué à 23 % de la réduction. Ainsi, ce constat révèle tout l'enjeu pour la branche Famille du versement des prestations légales dans leur participation à la réduction des écarts de revenus au sein de la population. ■

Tableau 7 : Répartition par département des allocataires selon les modalités de versement des prestations légales au titre de décembre 2016 (%)

| | Paris | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Val-d'Oise | Île-de-France |
|--|---------|----------------|-------------------|--------------|----------------|----------|---------|------------|---------------|
| Sous condition de ressources exclusivement | 66,9 | 48,4 | 54,9 | 51,7 | 42,1 | 40,2 | 43,5 | 44,5 | 50,9 |
| Sous et sans condition de ressources | 14,8 | 22,4 | 35,0 | 28,8 | 34,5 | 28,4 | 32,7 | 35,7 | 28,1 |
| Sans condition de ressources exclusivement | 18,3 | 29,2 | 10,1 | 19,4 | 23,3 | 31,4 | 23,8 | 19,8 | 21,1 |
| Nombre d'allocataires | 411 189 | 268 911 | 349 449 | 250 357 | 237 304 | 226 900 | 218 896 | 221 967 | 2 184 973 |

Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016.

Lecture : En décembre 2016, 66,9 % des foyers allocataires parisiens perçoivent uniquement des prestations sous condition de ressources (aides au logement, Allocation de rentrée de scolaire, Revenu de solidarité active, Allocation adultes handicapés...).

Les différentes prestations légales

La prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) est versée aux foyers ayant au moins un enfant né ou adopté. Elle comprend la prime à la naissance ou à l'adoption et l'allocation de base, qui sont des prestations sous condition de ressources et le complément de libre choix d'activité, le complément de libre choix de mode de garde ainsi que la prestation partagée d'éducation de l'enfant qui sont sans condition de ressources :

- La prime à la naissance ou à l'adoption permet de faire face aux premières dépenses liées à l'arrivée d'un enfant. Elle est versée une seule fois pour chaque naissance ou adoption.

- L'allocation de base (Ab) aide à assurer les dépenses liées à l'entretien et à l'éducation jusqu'au mois précédant le troisième anniversaire de l'enfant ou en cas d'adoption, pendant 36 mois consécutifs dans la limite du 20ème anniversaire de l'enfant.

- Le Complément de libre choix du mode de garde (Cmg) prend en charge les cotisations sociales, en totalité pour l'emploi d'une assistante maternelle, et partiellement pour l'emploi d'une garde d'enfant(s) à domicile sous réserve d'une activité minimale. Il inclut également un versement modulé selon l'âge de l'enfant et les revenus de l'allocataire pour prendre en charge une partie du coût de la garde.

- Le Complément de libre choix d'activité (Clca) s'adresse aux parents des enfants de moins de 3 ans dont au moins un des parents ne travaille pas (Clca à taux plein) ou travaille à temps partiel (au plus à 80 % d'un temps complet, Clca à taux réduit). Pour en bénéficier les parents doivent remplir certaines conditions relatives à leur activité passée. Il peut être versé pendant six mois au plus pour le premier enfant, et jusqu'au mois précédant le 3ème anniversaire pour les familles ayant au moins deux enfants. Le complément optionnel de libre choix d'activité (Colca), permet aux familles de trois enfants ou plus d'opter pour une prestation d'un montant plus élevé, mais versée pendant une durée plus courte. Il est attribué sous condition d'activité antérieure à la naissance ou à l'adoption.

(8) Ceci s'explique en partie par le poids important des étudiants parmi les bénéficiaires de l'Allocation de logement sociale (Als).

(9) Fiches thématiques - Niveaux de vie et redistribution, in France, portrait social, coll. « Insee Références », édition 2015, pp. 182-183.

- La Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) remplace le Clca et le Colca pour tout enfant né ou adopté depuis le 1er janvier 2015. Les conditions d'attribution et les montants restent les mêmes. Seule la durée de versement peut être différente, l'apport principal de la PreParE étant de permettre aux deux parents de partager la garde de l'enfant.

L'Allocation journalière de présence parentale (Ajpp) est une prestation versée sans condition de ressources pour s'occuper d'un enfant à charge, gravement malade, accidenté ou handicapé de moins de 20 ans.

L'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) aide les familles dans l'éducation et les soins à apporter à un enfant handicapé de moins de 20 ans et atteint d'une incapacité permanente d'au moins 80 % ou comprise entre 50 % et 80 % ; dans ce dernier cas l'enfant doit fréquenter un établissement spécialisé ou être dans un état de santé qui exige le recours à un service d'éducation spéciale ou de soins à domicile. Cette prestation est versée sans condition de ressources.

L'Allocation de soutien familial (Asf) est versée sans condition de ressources pour élever un enfant privé de l'aide de l'un ou de ses deux parents. Cette aide correspond à l'obligation faite aux parents d'assurer les moyens d'existence de leur(s) enfant(s) (obligation d'entretien). Lorsqu'elle est fixée par décision de justice, elle prend la forme d'une pension alimentaire.

L'Allocation de rentrée scolaire (Ars) est versée sous condition de ressources aux familles ayant un ou plusieurs enfants scolarisés, âgés de 6 à 18 ans. Son montant varie selon l'âge de l'enfant (6 à 10 ans, 11 à 14 ans, 15 à 18 ans).

Les Allocations familiales (Af) sont versées sans condition de ressources aux familles assumant la charge de deux enfants ou plus.

Le Complément familial (Cf) est versé sous condition de ressources aux familles ayant trois enfants à charge ou plus (dont trois âgés de plus de 3 ans et de moins de 21 ans).

Les aides au logement

Dans le cas d'un paiement de loyer ou d'un remboursement de prêt pour une résidence principale, et si les ressources du foyer sont modestes, ce dernier peut bénéficier de l'une des trois aides au logement suivantes : l'Aide personnalisée au logement (Apl), l'Allocation de logement à caractère familial (Alf) ou l'Allocation de logement à caractère social (Als). Elles ne sont pas cumulables. L'ordre de priorité est le suivant : Apl, Alf, Als.

L'Apl est destinée à toute personne :

- locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort ;
- accédant à la propriété ou déjà propriétaire, ayant contracté un prêt d'accession sociale (Pas), un prêt aidé à l'accession à la propriété (Pap) ou encore un prêt conventionné (Pc) pour l'acquisition d'un logement neuf ou ancien, avec ou sans amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement du logement.

L'Alf concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Apl et qui ont des enfants ou certaines autres personnes à charge ; ou forment un ménage marié depuis moins de cinq ans, le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints.

L'Als s'adresse à ceux qui ne peuvent ni bénéficier de l'Apl, ni de l'Alf. La plupart des conditions d'ouverture du droit sont identiques pour ces trois prestations.

À compter du 1er juillet 2016, afin de privilégier la cohérence des aides au logement le loyer, la composition familiale et la zone géographique de l'allocataire ont un impact sur le niveau des aides, instaurant ainsi une dégressivité à partir d'un certain seuil pouvant aller jusqu'à l'annulation de la prestation. Cette nouvelle mesure ne concerne pas les bénéficiaires de l'Aah ainsi que certains types de logement (logement foyer, foyer personnes âgées/personnes invalides, maison de retraite, centre de long séjour, foyer jeunes travailleurs et résidence sociale).

La prime d'activité et les minima sociaux

La Prime d'activité : La prime d'activité complète les revenus de personnes ayant une activité professionnelle (salariée ou indépendante) et des revenus modestes. Par ailleurs, une majoration individuelle peut être attribuée à chaque personne en activité dont les revenus sont supérieurs ou égaux à 0,5 Smic mensuel. Cette prime s'adresse donc à toute personne majeure, habitant en France de façon stable et exerçant une activité professionnelle (y compris les étudiants ou les apprentis).

L'Allocation aux adultes handicapés (Aah) : Si l'allocataire est handicapé, l'Aah peut compléter ses ressources pour lui garantir un revenu minimal. Son taux d'incapacité est d'au moins 80 % ou compris entre 50 % et 80 %. L'allocataire ne doit pas percevoir de pension égale ou supérieure à 800,46 euros par mois ou s'il ne travaille pas, ses revenus ne doivent pas dépasser un plafond correspondant à sa situation familiale.

- La majoration pour la vie autonome : elle est attribuée automatiquement si le taux d'invalidité est d'au moins 80 %, si l'allocataire bénéficie de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse, invalidité ou d'une rente accident du travail, s'il n'exerce pas d'activité professionnelle et s'il habite un logement indépendant pour lequel il bénéficie d'une aide au logement.
- Le complément de ressources concerne les personnes qui se trouvent dans l'incapacité absolue de travailler.

Le Revenu de solidarité active (Rsa) : Le Rsa complète les ressources du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. Depuis le 1er janvier 2016, le volet activité seul du Rsa est remplacé par la prime d'activité, laissant ainsi uniquement la composante socle du Rsa. Ce minimum social est attribué à un foyer remplissant certaines conditions administratives (déclaration de ressources, fiches de paie) et dont les revenus sont inférieurs à un plafond qui dépend de sa configuration familiale et de sa situation vis-à-vis du marché du travail. Le montant du Rsa correspond à la différence entre le montant maximal de Rsa (montant forfaitaire +62 % des revenus d'activité du foyer) et les ressources (incluant le forfait d'aide au logement). Depuis septembre 2010, le Rsa est accessible aux jeunes âgés de 18 à moins de 25 ans et sans enfant à charge, avec une condition préalable d'activité professionnelle : avoir travaillé pendant l'équivalent de deux années d'activité à temps plein au cours d'une durée de trois ans précédant la demande (en cas de période(s) de chômage indemnisé, cette durée peut être prolongée au maximum de six mois).

Barèmes au 1er avril 2017 (montants mensuels en euros)

| Allocations familiales | | | |
|---|---|------------------|---------------|
| | Plafonds de ressources 2015 (en vigueur du 1er janvier au 31 décembre 2017) | | |
| | inférieures à | comprises entre | supérieures |
| 2 enfants à charge | 67 409 | 67 409 et 89 847 | 89 847 |
| 3 enfants à charge | 73 026 | 73 026 et 95 464 | 95 464 |
| Par enfant supplémentaire | + 5 617 | + 5 617 | + 5 617 |
| | Montants mensuels versés par la Caf | | |
| Allocations familiales pour 2 enfants | 129,86 | 64,93 | 32,47 |
| Allocations familiales pour 3 enfants | 296,24 | 148,12 | 74,06 |
| Par enfant supplémentaire | 166,38 | 83,20 | 41,60 |
| Majoration pour les enfants de 14 ans et plus | 64,93 | 32,47 | 16,23 |
| Allocation forfaitaire | 82,11 | 41,06 | 20,53 |
| Allocation d'éducation de l'enfant handicapé | | | 130,51 |
| Selon certaines conditions, ce montant peut être augmenté d'un complément 97,88 à 1 107,49 € | | | |
| Allocation de soutien familial (par enfant) | | | |
| Orphelin de père et de mère (ou assimilé) | | | 146,09 |
| Orphelin de père ou de mère (ou assimilé) | | | 109,65 |
| Allocation journalière de présence parentale | | | |
| pour une personne seule | | | 51,26 |
| pour un couple | | | 43,14 |
| Prestation partagée d'éducation de l'enfant | | | |
| Cessation complète d'activité | | | 392,09 |
| Activité au plus égale au mi-temps | | | 253,47 |
| Activité comprise entre un mi-temps et un 4/5e de temps | | | 146,21 |
| Prestation partagée d'éducation de l'enfant majorée | | | 638,96 |
| Prime à la naissance (par enfant) | | | 923,08 |
| Allocation de base (par enfant) | | | |
| taux plein | | | 184,62 |
| taux partiel | | | 92,31 |
| Allocation de rentrée scolaire | | | |
| Enfant âgé de 6 à 10 ans | | | 364,09 |
| Enfant âgé de 11 à 14 ans | | | 384,17 |
| Enfant âgé de 15 à 18 ans | | | 397,49 |
| Complément familial | | | |
| taux plein | | | 236,71 |
| taux partiel | | | 169,03 |
| Complément de libre choix du mode de garde (Cmg) | | | |
| | Plafonds de revenus 2015 (en vigueur du 1er janvier au 31 décembre 2017) | | |
| | inférieurs à | ne dépassant pas | supérieurs à |
| 1 enfant à charge | 20 509* | 45 575* | 45 575* |
| 2 enfants à charge | 23 420* | 52 044* | 52 044* |
| 3 enfants à charge | 26 331* | 58 513* | 58 513* |
| au-delà de 3 enfants | + 2 911 | + 6 469 | + 6 469 |
| En cas d'emploi direct | | | |
| Montants mensuels maximums de la prise en charge par la Caf en cas de rémunération directe du (de la) salarié(e) en vigueur du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 | | | |
| Âge de l'enfant | | | |
| - 3 ans | 461,40 | 290,94 | 174,55 |
| de 3 ans à 6 ans | 230,70 | 145,49 | 87,28 |
| En cas de recours à une association, entreprise ou microcrèche | | | |
| Montants mensuels maximums de la prise en charge du coût total facturé en vigueur du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 | | | |
| Âge de l'enfant | Quand l'association ou l'entreprise emploie une assistante maternelle | | |
| - 3 ans | 698,20 | 581,84 | 465,49 |
| de 3 ans à 6 ans | 349,10 | 290,92 | 232,75 |
| Âge de l'enfant | Quand l'association ou l'entreprise emploie une garde à domicile ou en cas de microcrèche | | |
| - 3 ans | 843,69 | 727,29 | 610,93 |
| de 3 ans à 6 ans | 421,85 | 363,65 | 305,47 |
| Revenu de solidarité active (Rsa) : montant forfaitaire | | | |
| | pour une personne seule | pour un couple | |
| 0 enfant à charge | 535,17 | 802,76 | |
| 1 enfant à charge | 802,76 | 963,31 | |
| 2 enfants à charge | 963,31 | 1 123,86 | |
| par enfant ou personne en plus | + 214,07 | + 214,07 | |
| Allocation aux adultes handicapés (Aah) : montant maximal | | | 808,46 |
| Le complément de ressources Aah | | | 179,31 |
| La majoration pour la vie autonome | | | 104,77 |

* Plafond majoré de 40% en cas de foyer monoparental

Emmanuel Glachant
Ctrad – Caf en Île-de-France